

Zeitschrift: Femmes suisses et le Mouvement féministe : organe officiel des informations de l'Alliance de Sociétés Féminines Suisses

Herausgeber: Alliance de Sociétés Féminines Suisses

Band: 80 (1992)

Heft: 8

Artikel: Agenda Europe

Autor: [s.n.]

DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-280079>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

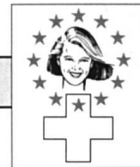
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 01.04.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>



Téléphone Europe

Le 155 32 32 à l'écoute

(cc) – Comme un coup de fil, c'est si facile, nous avons testé pour vous la nouvelle ligne téléphonique de «renseignements pour l'Europe».

Première information: le numéro 155 32 32 répond de midi à vingt heures, du lundi au vendredi; inutile, donc, de se poser de grandes questions sur l'Europe avant l'heure du déjeuner ou durant le week-end.

Deuxième information: les interlocuteurs et interlocutrices du 155 32 32 sont charmant-es. Pensant sans doute, et à juste titre, que l'amabilité «vendrait» mieux l'Europe qu'un ton sèchement administratif, les responsables de formation ont soigné l'accueil: les téléphonistes ont, à l'évidence, été entraînés à la gentillesse. Sans trace d'accent alémanique, précisons-le, ils et elles se présentent par leur nom. Jamais on a le sentiment de poser des questions idiotes, ou trop simples, ou trop compliquées, ou trop vastes. Tant la question de détail juridique que le vaste «sujet» reçoivent une écoute attentive, et une réponse claire et complète, si ce n'est une promesse de rappel ultérieur pour complément d'information. Plusieurs d'entre nous avons fait l'essai avec (devinez quoi!) la question des femmes: ce qui changerait pour elles, quelles seraient les nouveautés obligées de la loi suisse pour s'harmoniser avec la législation européenne, bref, une question à la fois bateau et complexe, où nous nous apprêtons à devoir nous faire rappeler l'année suivante.

Eh bien pas du tout. «Ce n'est pas une question qu'on nous a posée souvent», a fait remarquer une répondante à l'une d'entre nous. N'empêche: nous avons toutes reçu des réponses immédiates, avec énumération des articles de la loi, et lectures d'extraits: sur les discriminations salariales, sur la sécurité sociale et les assurances, sur le congé-maternité. Textes commentés à propos: «L'impact de l'EEE est difficile à évaluer, car il dépendra des applications», nous précise une interlocutrice. «Le grand principe de l'EEE, qui concerne directement les femmes, c'est la

non discrimination», commente une autre; «mais ne vous faites pas trop d'illusions!» conclut-elle. Après les réponses orales, les répondants proposent d'envoyer toute la documentation relative à notre sujet de préoccupation; à ces documents est jointe une liste de personnes de contact capables de renseigner sur des points précis. La plupart sont des fonctionnaires fédéraux, attachés aux Départements de la Justice, des Affaires étrangères, de l'Economie publique, de l'OFIAMT et du Bureau fédéral de l'égalité.

Quant à ces téléphonistes si aimables et compétentes, ce sont treize étudiant-e-s, soigneusement sélectionnés, qui ont suivi un cours de formation. Ils assurent un tournus sur les huit lignes téléphoniques mises au service de l'Europe, que l'on dit surchargées d'appels.

Info Europe

Trop peu d'appels féminins

(pbs) – Pour la période du 18 au 26 août, le téléphone du Bureau de l'intégration a enregistré en moyenne 303 appels par jour. Dans 75% des cas, ce sont des hommes qui ont appelé. D'un autre côté, les sondages montrent un fossé croissant entre les femmes et les hommes, ce qui étonne vu les avantages réels que l'Espace économique européen apportera aux femmes, par exemple dans le domaine du deuxième pillier ou dans la vie professionnelle. Ainsi, déjà, pour atteindre à la compatibilité, on a adopté l'égalité pour les primes de l'assurance maladie.

Josi Meier

Isolement suisse

(pbs) – Lors d'une conversation à bâtons rompus entre amies, Josi Meier a raconté que, tout récemment elle a participé à deux rencontres internationales de l'Union parlementaire et de la Conférence sur la sécurité et le développement en Europe. Elle a constaté qu'aujourd'hui déjà la Suisse est dramatiquement (*sic*) isolée. Lorsqu'il y avait un bloc à l'est

et un à l'ouest, entre deux les neutres formaient un groupe cohérent. Mais maintenant, les autres neutres sont déjà politiquement orientés vers la Communauté européenne, et cela laisse la Suisse seule au milieu de l'Europe.

EEE

Elles se mobilisent

(sk) – Le 15 septembre dernier, à Berne, Christianne Brunner (soc/GE), Monika Weber (ind./ZU), Judith Stamm (pd/LU) et Vreni Spoerry (rad/ZU), présentaient le comité des *Femmes suisses en faveur de l'EEE*. Convaincu qu'il faut dissiper le malaise des femmes face au traité et que ce dernier sera un moteur pour leurs revendications égalitaires, le Comité, qui groupe plus de 150 représentantes de nombreux milieux féminins et fémi-

nistes et de (presque) tous les partis, s'est prononcé fermement et sans réserves en faveur de l'EEE. Aux côtés des parlementaires ci-dessus, l'on trouve entre autres, la présidente du Conseil des Etats, Josi Meier (LU), les conseillères nationales Lili Nabholz (ZU) et Gr Haller (BE) ainsi que Yvet Jaggi (VD), Martine Brunscwig (GE), Francine Jeanprêtre (VD), Ruth Lüthi (FR), Monique Paccolat (VS), Aln Bacciarini (TE), Margrit Meier (BE) et Brigitte Gadiet (GR).

Information

Publications gratuites

Le Bureau de l'intégration section information, Palais fédéral Est, 3003 Berne offre gratuitement une série de brochures et de documents dont la liste complète peut être obtenue sur demande.

Agenda Europe

Du 28 octobre au 1^{er} novembre 1992: à Wienacht (AR), Conférence internationale sur *Le rôle de la femme dans une Europe unie*. Sous le patronage de Dr R. Lanz-Baur, présidente de l'Alliance des sociétés féminines suisses, et de Mme C. Lalmière, secrétaire générale du Conseil de l'Europe, elle sera menée en anglais et en allemand et traduite en français. Inscrits jusqu'au 15 octobre. Renseignements: Landegg Akademie, 9405 Wienacht, tél. (071) 91 91 31, fax (071) 91 43 01.

Femmes protestantes

Lors de leur journée d'automne – **le mardi 27 octobre de 10 h à 16 h** à la maison de paroisse Saint-Paul à Bienne – les femmes protestantes se pencheront sur le thème: *Europe en devenir: quelle place pour la solidarité entre les pays européens? avec le monde?* Renseignements: Rose-Marie Gallay à Bienne, tél. (032) 42 29 22.

Femmes - Marché - Europe

Le samedi 7 novembre 1992, de 10 h à 18 h, un grand rassemblement des femmes qui ont quelque chose à dire sur l'Europe aura lieu au Centre des Congrès BEA de Berne à la Guisanplatz.

Au milieu des stands, toutes les heures, des conférences. A mentionner celle en français de Véronique de Graef: *Les possibilités des femmes à Bruxelles*. A 18 h, table ronde.

Pour prouver que les femmes veulent agir concrètement dans la construction de l'Europe, rendez-vous toutes à Berne le 7 novembre. Pour les organisations qui désirent tenir un stand, ou pour tous renseignements: (031) 22 38 79.

La présence et la participation de femmes romandes est vivement souhaitée.

Sécurité sociale dans l'Europe à venir

Une soirée information-débat sur ce thème aura lieu, **le 22 octobre 1992 à 20 h** à la grande salle de Montpreveyres (VD) avec la participation de Béatrice Despland, juriste et Gilbert Coutau, conseiller aux Etats. Organisation NSH-Jorat. Renseignements: (021) 903 26 06 ou (024) 22 10 56.